

La Commission européenne ouverte à un plafonnement du prix du gaz dans l'Union européenne

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 25 minutes,
Mis à jour à l'instant



Cela sera «une première étape vers une réforme structurelle du marché de l'électricité» européen, a annoncé Ursula von der Leyen. *stock.adobe.com*

Des propositions de la Commission seront présentées avant le sommet de l'UE vendredi et une réunion des ministres de l'Énergie la semaine prochaine.

La Commission européenne est prête à «*examiner*» un plafonnement des prix du gaz sur le marché européen, comme le réclame une majorité d'États membres pour faire face à la hausse des factures énergétiques, a indiqué mercredi sa présidente, Ursula von der Leyen. «*Un tel plafonnement des prix du gaz doit être conçu correctement afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement*», a toutefois ajouté la responsable allemande devant le Parlement européen à Strasbourg.

La Commission européenne avait auparavant évoqué un plafonnement du prix uniquement pour le gaz russe, redoutant, comme l'Allemagne, qu'une limitation du prix de toutes les importations de gaz pousse les producteurs à préférer d'autres destinations. Mais une majorité d'États membres – quinze, dont la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et la Pologne – réclame un plafonnement général du prix de gros du gaz. La Commission doit présenter des propositions avant un sommet de l'UE vendredi et une réunion des ministres de l'Énergie les 11 et 12 octobre.

À VOIR AUSSI - Crise du gaz : comment l'Europe y répond ?

«Limiter l'impact de la manipulation des prix par la Russie»

Ursula von der Leyen a d'ores et déjà indiqué que la Commission était *«prête à discuter d'un plafonnement du prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité»*, qui serait *«une première étape vers une réforme structurelle du marché de l'électricité»* européen. *«Mais nous devons aussi examiner les prix du gaz (...) qui concernent l'industrie, le chauffage»*, a-t-elle poursuivi. *«Nous allons travailler avec les États membres pour réduire les prix du gaz et limiter leur volatilité, afin de limiter l'impact de la manipulation des prix par la Russie»*, a ajouté la cheffe de l'exécutif communautaire.

«Davantage de pays membres y sont favorables et nous sommes mieux préparés», a-t-elle estimé, soulignant qu'un plafonnement des prix du gaz en général serait une *«solution temporaire»* dans une *«période exceptionnelle»*. Un porte-parole de la Commission a précisé à la presse que cette proposition était encore en train d'être travaillée et serait détaillée dans une lettre envoyée aux dirigeants européens avant le sommet de vendredi à Prague. Selon lui, cela concernera *«le marché de gros du gaz en Europe»* et pas directement le prix payé pour le gaz importé, même s'*«il y a des liens entre le prix du gaz échangé au sein de l'Europe et le prix du gaz que nous achetons en dehors»*.

Dans un texte voté mercredi, les députés européens ont réclamé pour leur part à la Commission *«un plafond tarifaire sur les importations de gaz»* et *«un embargo immédiat et complet sur les importations russes»* d'énergie.

La Norvège vent debout

Devenue le principal fournisseur de gaz vers l'Europe depuis la réduction des livraisons russes dans le sillage de la guerre en Ukraine, la Norvège – qui n'est pas membre de l'UE – a répété mercredi son hostilité à un plafonnement du prix. *«Un*

plafonnement du prix sur le marché de gros du gaz ne résoudra pas la difficulté de l'Europe, à savoir un manque de gaz, mais empirera plutôt la situation puisqu'on peut s'attendre à ce qu'une telle solution contribue à une consommation accrue et des livraisons moindres», a réagi le ministère norvégien de l'Énergie, Terje Aasland. *«Personne ne peut utiliser plus de gaz et d'énergie qu'il n'y en a»,* a-t-il fait valoir dans un courriel à l'AFP à Oslo.

L'Allemagne, qui était le pays le plus dépendant du gaz russe, a jusqu'à présent rejeté l'idée d'un plafond des prix des importations de gaz. Mais Berlin est sous pression depuis l'annonce la semaine dernière d'un plan national de 200 milliards d'euros pour protéger son économie contre la hausse des prix de l'énergie. Accusant l'Allemagne de faire cavalier seul, certains pays redoutent un avantage aux entreprises allemandes par rapport à leurs concurrentes de pays n'ayant pas les moyens de financer un tel *«bouclier»*. *«Il est primordial que nous préservions des conditions de concurrence équitable au sein de l'Union européenne dans notre marché unique»,* a souligné Ursula von der Leyen, sans toutefois mentionner l'Allemagne. *«Sans solution européenne, nous risquons la fragmentation»,* a-t-elle averti.

À VOIR AUSSI - Énergie: Le Maire contre le profit *«de manière indue d'une rente liée aux prix délirants»*